

Tribune libre

Arnaud Robinet (LR) : «Primaire à droite : ne tuons pas les idées libérales !»

Jusqu'à une époque récente, il était devenu presque suicidaire pour un responsable politique de **se dire libéral**. Le moins on était pour la concurrence, le plus on restaurait les frontières et au mieux on se portait... Et voici que chemin faisant, la droite commence enfin à se départir de son vieux corpus interventionniste, rompant, du moins dans les discours, avec les tabous du débat public : taxation du capital, périmètre hypertrophié de l'action de l'Etat, recours à l'emprunt et visées colbertistes, rentes en tout genre.

Mais en justifiant ces orientations par la seule nécessité de maîtriser nos dépenses publiques et de réduire les déficits, certains leaders de l'opposition rendent un bien mauvais service au camp des libéraux. Ils sont **sur le point de réduire le libéralisme économique à une grande purge sociale**.

Société civile. Politiquement d'une part, la France a besoin de faire confiance à une équipe moderne, dont le rajeunissement et l'optimisme se lisent sur les visages mais aussi dans les idées. Si après l'impasse du quinquennat de François Hollande, la droite ne promet aux Français que du sang et des larmes, alors Marine Le Pen a de beaux jours devant elle. La gouvernance libérale doit garantir les droits civiques et la participation politique du citoyen. Illustrée par les candidatures hors partis et se réclamant de la société civile, cette aspiration vient souvent des rangs de l'électorat libéral, à droite et au centre.

Socialement d'autre part, une grande partie de la société a décroché et ne comprendrait pas que l'on favorise les employeurs et les possédants sans s'adresser aussi à elle. Entre les bénéficiaires d'un CDI et les précaires, entre les grandes écoles en vue et les universités sans débouchés, entre les professions protégées et les activités parallèles, les inégalités ne cessent de se creuser. A ce titre, **la loi Travail a probablement pêché** en étant dès le départ trop déséquilibrée en faveur de la flexibilité et en ne comportant aucune contrepartie pour cette France déclassée. La droite aurait tort de reproduire cette erreur et devrait à l'inverse prioriser le pouvoir d'achat de ceux que Coluche appelait déjà en 1986 les « privés du gâteau ».

Devant les fausses promesses d'une gauche et d'un Etat providence à bout de souffle, la droite doit faire du libéralisme, c'est-à-dire des initiatives horizontales, une chance pour les plus faibles, qui, contrairement à ce que certains à droite ont dit ou laissé dire, **ne sont pas le cancer de l'assistanat**.

Car face à ceux qui se réfèrent aux valeurs libérales sans forcément les comprendre, il demeure encore les vrais conservateurs qui comprennent cette refondation autant qu'ils la rejettent. S'il les trouve très majoritairement au sein d'une gauche éternellement égalitariste et punitive, le libéralisme a encore

quelques adversaires à droite. Ces derniers sont marqués par le bichonnage des corporations et des clientèles électorales, le manque d'ouverture au monde et de contact avec l'entreprise, le culte de l'Etat jacobin, omniscient, vertical, auxquels s'ajoute parfois la récupération démagogique de l'actualité.

Alors oui, le libéralisme a encore du chemin à parcourir pour se réconcilier avec le débat politique et l'opposition actuelle, pour que l'on puisse enfin parler de « droite libérale ». Les partisans d'Alain Madelin en 2002 ont eu probablement raison trop tôt, mais au moment où leurs idées gagnent davantage le cœur de l'opinion, il serait bien hasardeux de tuer une seconde fois le courant libéral en négligeant son but, celui de permettre à chacun de réussir sa vie.

Arnaud Robinet est député LR de la Marne, Maire de Reims.

L'actualité en vidéo sur lopinion.fr : Necker vandalisé, autolib' brûlé

